



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 28 janvier 2026

Référence : DREAL/2026D/1578

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18 décembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **Société MAITIA (TPM)**

Route Départementale 3  
Rue Oihan Bidea  
64310 Saint-Pée-sur-Nivelle

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 18 décembre 2025, de la parcelle cadastrée n° 21 de la section AT sur la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (64310). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite d'un signalement, les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) des Pyrénées-Atlantiques se sont rendus sur la parcelle cadastrée n° 21 de la section AT de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle, sur laquelle il a été constaté un dépôt de déchets inertes.

Afin de qualifier l'activité exercée sur ce site et de quantifier le volume des terres de remblais qui ont été déposées, l'inspection des installations classées a été réquisitionnée par le parquet de Bayonne pour mener une inspection du site sur lequel ont été déposés les déchets mentionnés.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

Société MAITIA  
Rue Oihan Bidea - 64310 Saint-Pée-sur-Nivelle  
Code AIOT dans GUN : 0100305329  
Régime : Enregistrement  
Non Seveso / Non IED

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative,
- gestion des déchets,
- traçabilité des déchets.

#### **Présentation de l'exploitant**

La société MAITIA (TPM) a pour activité principale les travaux de terrassement courants ou spécialisés ainsi que les travaux préparatoires du BTP.

Le siège de la société est situé à Saint-Jean-Pied-de-Port (14, rue du 11 novembre), son rayon d'intervention couvre essentiellement le Pays-Basque.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la situation administrative de la société MAITIA (TPM) au regard de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) constatée sur la parcelle cadastrée n° 21 de la section AT de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suite administrative.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative Rubrique 2760	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9	Mise en demeure <i>Arrêt des apports de déchets non dangereux inertes</i>	Sans délai
2	Déchets Gestion irrégulière	Code de l'environnement Article L. 541-2	Mise en demeure <i>Évacuation des déchets non dangereux inertes</i>	3 mois
3	Déchets Dépôt illégal	Code de l'environnement Article L. 541-3.I	Mise en demeure <i>Remise en état du site</i>	4 mois
4	Traçabilité Tenue du registre des terres excavées	Arrêté du 31 mai 2021, Article 8	Mise en demeure <i>Transmission de l'historique des apports des déchets</i>	1 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de la visite d'inspection du 18 décembre 2025 réalisée sur la parcelle cadastrée n° 21 de la section AT de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle, il a été constaté :

- un stockage illégal de déchets non dangereux inertes (terre, cailloux), dont les apports ont commencé le 13 novembre 2025,
- le volume des déchets mis en remblais est estimé à 200 m<sup>3</sup> par l'exploitant,
- l'activité exercée est définie comme une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) qui nécessite d'obtenir une autorisation préalable pour pouvoir l'exercer,
- aucune demande d'autorisation n'a été déposée par l'exploitant auprès des services de la Préfecture,
- aucune traçabilité des déchets inertes mis en remblais n'a été produite par l'exploitant.

L'absence de demande d'autorisation préalable pour la création d'une ISDI, l'absence de tenue du registre des terres excavées et le fait que les remblais ont été nivelés ne permettent de chiffrer, qu'à minima, les volumes mis en remblais.

La véritable innocuité des matériaux déposés ne pourrait être vérifiée que par la réalisation de sondages selon un maillage très fin du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative – Installation de stockage de déchets inertes (ISDI)

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 ( <i>Rubrique 2760-3</i> )	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
<u>Rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées</u>	
Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720	
	Régime
1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4	Autorisation
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	Enregistrement
a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540	
b) Autres installations que celles mentionnées au a	
<b>3. Installation de stockage de déchets inertes</b>	<b>Enregistrement</b>
4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique	Autorisation
<b>Constats :</b>	
<u>Constats réalisés sur le site</u>	
Une partie de la parcelle n° 21 de la section AT n'est pas enherbée, car elle a fait l'objet d'apport récents de terre et de gravats qui ensuite ont été nivelés.	
Par ailleurs, l'exploitant précise qu'une grande partie de la surface de la parcelle a été décapée puis recouverte de terre végétale issue du même terrain.	
D'après lui, les apports de déchets inertes en provenance de l'extérieur seraient limités à 200 m <sup>3</sup> , soit environ 25 à 30 camions.	
<u>Photos prises lors des déchargements</u>	
Des documents photographiques pris lors des déchargements de déchets inertes montrent qu'une plate-forme a d'abord été créée pour recevoir les apports de terre et de gravats.	
La surface du front de talus de la plate-forme est d'environ 4 mètres de hauteur, la surface de la plate-forme est estimée à 500 m <sup>2</sup> .	
Les déchets inertes ont ensuite été nivelés sur la parcelle agricole.	
En retenant une surface de 500 m <sup>2</sup> et une hauteur moyenne de 1 mètre, le volume des apports, est d'environ : 500 m <sup>2</sup> x 1,0 m (hauteur moyenne retenue) = <b>500 m<sup>3</sup></b> .	

### Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)

Les dépôts constatés relèvent de la rubrique n° 2760-3 (installation de stockage de déchets inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette activité nécessite au préalable le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation (enregistrement) auprès des services de la préfecture. Aucune démarche en ce sens n'a été réalisée par la société MAITIA (TPM).

### Demande d'exhaussement

Le site est constitué d'une parcelle agricole enregistrée au cadastre sous le n° 21 de la section AT de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Aucune demande d'exhaussement n'a été faite en mairie de Saint-Pée-sur-Nivelle par le propriétaire de la parcelle n° 21 de la section AT.

L'exploitant précise avoir fait une demande auprès de la mairie par courriel en date du 10 novembre 2025, portant sur une surface de 200 m<sup>2</sup> et une hauteur maximale de 1,20 m.

La mairie n'a pas donné de suite à cette demande.

### Urbanisme

La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque le 24 septembre 2022.

La parcelle cadastrée n° 21 – section AT de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle est située en partie :

- en zone agricole (A) du PLU,
- en zone naturelle (N) du PLU,
- en espace boisé classé.

Le règlement du PLU, actuellement en vigueur, n'autorise pas d'installation de stockage de déchets inertes sur les parcelles susvisées.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procède à l'arrêt immédiat de tout apport de déchets inertes sur les parcelles susvisées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, arrêt des apports de déchets

**Proposition de délais :** Dès notification de l'arrêté de mise en demeure

## **N° 2 : Déchets – Gestion irrégulière**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, Article L. 541-2

### **Prescription contrôlée :**

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

### **Constats :**

Le propriétaire des terres agricoles sur lesquelles ont été déposés les déchets inertes n'a pas fait de démarche de demande d'exhaussement et n'a pas obtenu d'autorisation de la mairie concernée.

L'entreprise MAITIA (TPM) ne s'est pas assurée que le propriétaire du terrain était autorisé à prendre en charge les déchets inertes apportés.

Le responsable de l'entreprise, productrice des déchets, dit avoir obtenu une autorisation verbale du propriétaire de la parcelle concernée afin de pouvoir déposer les déchets inertes sur son terrain.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les déchets inertes non dangereux vers une filière de traitement dûment autorisée.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, évacuation des déchets inertes
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure

### N° 3 : Déchets – Dépôt illégal

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Article L. 541-3.I
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets visibles, déposés sur les parcelles susvisées, sont des déchets inertes.</p> <p>Ces déchets ont été apportés à partir du 13 novembre 2025.</p> <p>Il n'a été présenté aucune demande d'autorisation à l'inspection des installations classées pour la création d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI).</p> <p>Cette gestion illégale des déchets constitue une infraction délictuelle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'arrêter, sans délai, d'apporter des déchets,</li> <li>• d'évacuer les déchets vers les filières autorisées,</li> <li>• de remettre en état le site.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, arrêt des apports de déchets et évacuation des déchets présents
<p><b>Proposition de délais :</b> Dès notification de l'arrêté de mise en demeure, arrêt des apports</p> <p>3 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, évacuation des déchets</p> <p>4 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, remise en état du site</p>

### N° 4 : Traçabilité – Tenue du registre des terres excavées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté du 31 mai 2021, Article 8
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les transporteurs et les collecteurs de terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique des terres excavées et sédiments transportés ou collectés.</p> <p>Ce registre contient au moins, pour chaque lot de déchets transportés ou collectés, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'enlèvement et de déchargement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date d'enlèvement des terres excavées et sédiments ;</li> <li>• la date de déchargement des terres excavées et sédiments ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la dénomination usuelle des terres excavées ou sédiments ;</li> </ul>

- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;

c) Concernant le transport des terres excavées et sédiments :

- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant les terres excavées et sédiments ;
- dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

d) Concernant l'origine et la gestion des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les terres excavées et sédiments au transporteur ou au collecteur ;
- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse du producteur ou de la personne les remettant ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés.

**Constats :**

Origine des déchets inertes

L'exploitant précise, concernant les volumes de déchets inertes apportés sur le terrain agricole :

- qu'ils proviennent des terres excavées d'un chantier réalisé à Saint-Jean-de-Luz,
- que des travaux d'assainissement sont en cours sur le terrain, une partie des terres issues du terrassement est laissée sur place, l'autre partie a été transférée sur le terrain agricole susvisé,
- qu'il n'est pas en possession des bons de pesée des camions ayant apporté les déchets inertes,
- que la facturation des transferts est réalisée de façon forfaitaire avec le maître d'ouvrage.

La société MAITIA (TPM) est à la fois le producteur (terres excavées sur le chantier mentionné ci-dessus) et le détenteur des déchets, elle est responsable de leur gestion.

Les déchets inertes non dangereux n'ont pas été expédiés vers des filières de traitement agréées (ISDI régulièrement enregistrées).

L'exploitant n'a pas procédé à la tenue du registre des terres excavées.

Aucun historique ou documents permettant de justifier l'origine et la quantité des déchets inertes apportés n'a été présenté par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sur la base des divers éléments en sa possession (comptabilité, marchés obtenus, etc.) :

- le détail des volumes de déchets inertes apportés sur le site,
- le poids par camion ou à défaut le nombre de camions (avec volume des bennes),
- le chantier d'origine,
- le marché concerné,
- le nom du maître d'ouvrage,
- les dates de mise en remblai, etc.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, transmission de l'historique des apports

**Proposition de délais :** 1 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure